Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1968)
Heft: 96

Artikel: Démographie et politique : le suffrage universel sera-t-il conservateur?
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1008306

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Démographie et politique: le suffrage universel sera-t-il conservateur?

Notre étonnement : la démographie est devenue une science largement vulgarisée, mais elle n'a guère modifié la réflexion politique.

Vulgarisés la progression géométrique de la population mondiale, les milliards d'hommes que l'an 2000 verra recenser, la pyramide des âges, le vieillissement des nations. Mais on parle, en langage politique, du peuple, de la classe ouvrière, des travailleurs, de la démocratie comme si ces concepts avaient toujours le même sens, le même contenu, comme s'ils nous renvoyaient aux mêmes visages.

« Oisifs » et économie

Or de toutes les notions fondamentales de la démographie, la plus importante est la distinction entre la population active et non-active (ou, si l'on préfère, car le terme actif est équivoque, la distinction entre la population engagée dans la production et celle qui ne produit pas).

Le travail des uns, les actifs, permet de payer le repos ou « l'élevage » des autres. Dans l'histoire des sociétés, c'est un événement extraordinaire que cette extension, cette généralisation de l'« oisiveté », qui cesse d'être le privilège de la fortune ou du parasitisme social.

Les conséquences économiques de cette mutation sont mal étudiées encore; l'économie privée et publique commence seulement à se familiariser avec la notion de plan; aussi la planification est-elle conçue d'abord à court terme; c'est plus sûr, plus facile, semble-t-il. Mais la démographie, elle, déploie des effets à long terme. Aussi, on a cherché longtemps à les ignorer; il y a quelques années seulement que le canton de Vaud a tenté de mesurer la signification, sur le plan hospitalier, du vieillissement de la population, il commence de même à évaluer la portée économique des scolarités longues et universitaires.

La difficulté pour les économistes de penser en fonction de la démographie, nous l'avons surprise lors de la discussion sur les problèmes de la surchauffe et sur l'immigration étrangère. On en parlait alors en termes de salaires ou d'investissements publics ou de rationalisation (comme d'autres parlaient en termes d'helvétisme ou en termes confessionnels). Mais très peu se plaçaient d'un point de vue démographique pour dire les facilités que s'offrait la Suisse en important une main-d'œuvre totalement active, facilités illusoires et momentanées, car cette main-d'œuvre vieillira : il faudra donc légitimement, comme à tous les travailleurs, lui offrir son droit à l'oisiveté; et, en attendant cet âge de la retraite, les étrangers procréent une population non-active, qu'il faut bien élever et instruire. La Suisse n'a pas voulu se limiter aux ressources créatrices d'une trop faible population active indigène, mais, à long terme, en trente ans, l'équilibre naturel sera rétabli, et la facture démographique se paiera par échéances, lentement et longuement, sauf que les bénéficiaires de l'opération auront su reporter les charges de leur profit sur la collectivité publique et sur une autre génération.

« Oisifs » et politique

L'économie se familiarise, difficilement, avec certains problèmes démographiques; la politique, encore plus difficilement. Idéologiquement, les réflexions démographiques et politiques n'ont guère coïncidé, malgré Montesquieu, ou Malthus, ou Sauvy. Les idéologues sont fascinés, aujourd'hui, par les caractéristiques d'une société technologique et de consommation. Le gaspillage, la mise en condition publicitaire, le culte de la croissance pour la croissance, cette apparente rationalité du monde moderne qui cache une formidable fuite en avant, voilà leurs thèmes.

Mais l'invention scientifique la plus bouleversante n'est pas celle qui engendre des ordinateurs, des réacteurs, mais bien celle qui, médicalement, pharmaceutiquement, change la nature physique de l'homme, prolonge sa vie et, par conséquent, donne aux mots population ou corps électoral un contenu différent.

La plupart des théoriciens d'aujourd'hui attachent peu d'importance politique à ces transformations, parce qu'ils ne croient guère au jeu formel de la démocratie. Les forces réelles sont pour eux le capital, les technocrates, la classe ouvrière, l'administration, la presse, etc. Aux retraités vont tous leurs respects, sans plus.

En réalité, le poids des générations peut se révéler politiquement d'une importance extrême. Les élections françaises l'ont prouvé.

La double dépendance

Le triomphe électoral gaulliste, survenant, avec insolence, au lendemain d'une grève générale, a permis de mesurer l'écart existant entre les éléments les plus agissants de la population active et la totalité des citoyens et citoyennes réunis dans le suffrage universel.

Ainsi sur l'ensemble des travailleurs pèse une double contrainte qui limite leur volonté d'émancipation. D'une part, ils ne peuvent faire fi de l'interdépendance économique internationale, ignorer que sur les marchés mondiaux les concurrents ne leur feront pas de cadeaux, ils ne peuvent vouloir casser la machine, scier la branche de leur prospérité, mais d'autre part, ils découvrent que de leur travail dépend non seulement leur bien-être, mais aussi celui de la population non-active qu'ils « entretiennent », et qui ne leur pardonnerait pas une politique d'abandon.

Ils sont soumis à une double dépendance à la fois économique et démographique. Et cette dépendance peut être exprimée, si les circonstances l'exigent, par le moyen du suffrage universel.

Politique sociale et politique conservatrice

La société capitaliste cherche, pour mieux dégager le profit privé, à restreindre les frais inutiles. La population non-active est une charge dite improductive; limitons donc ces dépenses, disent les tenants du profit privé. En Suisse, par exemple, les mesures prises en faveur de la famille sont notoirement insuffisantes, l'AVS ne garantit pas un minimum vital et les rentes les plus basses sont encore dérisoires compte tenu des ressources et des richesses nationales.

La population non-active âgée n'est donc pas nécessairement conservatrice; elle peut avoir ses revendications propres; elle est, en tout cas, vivement sollicitée, en période électorale, par les partis de gauche auxquels, certainement, elle doit apporter un contingent de voix.

En revanche, son besoin de sécurité, celui-là même

Après la Fête: notes de calepin

Le pouvoir se mesure-t-il à la capacité de déplacer les foules ? Dans ce cas, Marx Lévy, inventeur et animateur principal de la Fête de Lausanne, peut prendre le titre de Monsieur 100 000 personnes et se raconter des romans qu'autorise seule la loi des grands nombres : sur 100 000 participants, combien de rencontres heureuses, malheureuses, les baisers, les nouvelles amours, les bons numéros de loterie à tirage immédiat, les mauvais numéros plus nombreux que les premiers, c'est la vie ! combien de feux de joie, combien de feux de tables.

Donc, les grandes manœuvres ont eu lieu. L'exercice mérite critique. Les lignes qui suivent n'engagent donc pas, bien sûr, le président du Comité d'organisation, qui voulut inventer une fête nouvelle, sans majorettes, sans Guy Lux, pour ce peuple de Lausanne qu'aucune tradition n'inspire.

Alors, quelles notes sur notre calepin ?

D'abord la réussite. Pour qu'une idée prenne corps, il faut qu'un homme se donne à fond pour faire vivre son rêve; seul son enthousiasme décroche les concours, les aides précieuses sans lesquelles sa bonne volonté serait vaine. Nouvelle vérification expérimentale des lois de l'invention et de la création. Mais il faut ajouter, il est vrai, que beaucoup de choses deviennent possibles quand la presse accepte de jouer à fond, et rédactionnellement. Un homme + toute une équipe + la presse, c'est mobilisateur.

La Fête s'appuyait sur une tradition, celle du marché, qui délimitait le périmètre des rues basses. L'emplacement est parfait, mais trop étroit. Il mériterait d'être haussé d'un niveau, jusqu'à la place de la Cathédrale au moins, jusqu'à la place du Château éventuellement. Il était difficile de voir trop grand d'emblée, et l'on pouvait craindre le vide des rues entre des places trop éloignées, l'éparpillement des sociétés qui se présentaient dans la rue. Il n'est pas certain, pensons-nous, qu'il soit indispensable d'assurer une continuité absolue, à l'image du marché, où les corbeilles se jouxtent sans solution de continuité. On pourrait imaginer une série d'îlots, de regroupements de même qu'on pourrait, selon les cas, séparer les emplacements buvettes et les emplacements spectacles et les emplacements stands de sociétés.

Il vaudrait la peine d'étendre le périmètre non seulement pour des problèmes de circulation (décongestionner la Palud), mais parce que les Lausannois ont découvert le charme méconnu de quelques places (et pourtant c'est une denrée rare). Plusieurs ignoraient la fraîcheur de la place de la Madeleine, et combien pourraient être initiés, par exemple, au pittoresque de la cour de l'Ancien Evêché.

A l'origine, on pensait : il y aura des places qu'il sera facile d'animer; en revanche, la présence des sociétés dans les rues paraissait une aventure, qui risquait de tomber à plat, ou de foirer.

En fait, cette présentation des sociétés s'est révélée la véritable idée originale. Au hasard, nous avons aimé les parties express offertes par le Club d'échecs (mat en trois minutes); les clubs mal connus : les chasseurs de sons, les spéléologues; la joie des gosses se faisant expliquer un « truc » au stand des magiciens, etc. Et la présence des sociétés faisait éclater, dans une totale liberté d'expression, la diversité : Berner Verein à côté du Jura libre, les Jeunesses radicales à côté des Anars. Il est évident que cette formule devra être amplifiée encore, élargie, dans la même diversité spontanée, sans censure.

La rue du Grand-Saint-Jean, où les jeunes s'expriment librement, où la contestation se mêlait au Touring Club junior, était une des plus vivantes; il est à souhaiter que la tradition en soit maintenue. Les incidents nocturnes, c'est un autre problème; mais ces incidents ne doivent pas remettre en cause le droit des jeunes d'être présents, à travers leurs associations et sous leur responsabilité.

En revanche, ce qui semblait facile, l'animation des places, s'est révélé plein d'aléas. Fanfares, chœurs, jazz, souvent excellents. Théâtre souvent inadapté (des exceptions notables : le prologue de Belles-Lettres, qui passait la rampe, même lorsque les paroles se perdaient, grâce à la présence des acteurs; et aussi, quand les conditions furent bonnes, les productions du Cercle théâtral de Lausanne et de la troupe d'Orbe).

A l'avenir, il faudra revoir la vocation de chaque place : ainsi la Palud, surencombrée, ne se prête pas à des productions autres que fanfaresques. Par contre, la cour de la Mercerie s'est imposée comme un îlot de tranquillité au cœur même de la Fête, où la musique classique était reçue, sans disharmonie. La place Centrale, trop vaste, vide, se révèle une fois animée, voire chauffée, un lieu de spectacle, un am-

qui lui fait désirer une amélioration de ses « rentes », suscite son angoisse à l'idée que tout pourrait s'écrouler. D'où un conservatisme foncier qu'exprimera le bulletin de vote si nécessaire.

La minorité

La population active représente moins du 50 % de la population totale. Elle est devenue minoritaire dans la plupart des pays industrialisés. D'ailleurs cette population active n'est pas constituée d'un seul bloc; elle n'a pas qu'une volonté politique; les plus agissants sont une minorité dans la minorité.

Sont-ils alors condamnés à être les prisonniers du suffrage universel ? Voilà la question essentielle que la démographie pose aux politiques.

La réponse est double.

Premièrement, le principe de l'égalité des suffrages ne peut être contestée; se complaire, comme certains milieux en France, dans des formules du type élections = trahison, ou dénier la valeur d'un vote parce que s'expriment aussi les petits rentiers, les possesseurs de lopins, les épargnants de caisse d'épargne et les peureux, c'est absurde, antidémocratique, un manque de respect humain. Ces hommes, ces femmes sont le plus souvent d'ailleurs les victimes de la ladrerie capitaliste, qui cherche à compresser au maximum les dépenses sociales. Eux aussi, sont à convaincre, à éclairer; ce qui implique que l'on renonce à la violence et à l'effarouchement gratuits.

Deuxièmement, le décalage entre les revendications des travailleurs actifs et les décisions politiques du pays entier subsistera quoi qu'il en soit. Cela signifie que les travailleurs doivent trouver d'autres moyens d'expression et d'action que le bulletin de vote. Ce ne peut être que l'action syndicale.

L'évolution démographique confirme le rôle accru du syndicalisme. Mais, à partir de cette position-clé, il a le choix entre deux politiques possibles.

Ou bien, branché sur quelques secteurs prospères de l'économie, il en profite pour s'y intégrer dans une sorte de nouveau corporatisme, ou bien il développe des revendications qui remettent en cause le profit et le pouvoir capitaliste et arrache ces réformes sans les attendre d'une législation issue du suffrage universel conservateur.

L'évolution démographique impose des stratégies nouvelles. Sur le plan du suffrage universel, le capitalisme est en défaut par son refus d'assumer les dépenses sociales, toujours plus lourdes, improductives. Mais il peut chercher à étouffer la volonté d'émancipation des travailleurs en faisant jouer, pour sa sauvegarde, les réflexes d'un corps électoral vieillissant et craintif. D'où l'actualité accrue du combat syndical, dans les entreprises et les professions où le capitalisme se révèle vulnérable par sa prétention à faire dépendre le pouvoir de la possession des capitaux et par son refus d'accorder aux travailleurs un droit sur la plus-value des sociétés, qu'il s'agisse du bénéfice distribué ou du bénéfice réinvesti.

Annexe

Population résidente de la Suisse de 65 ans et plus

Années	Nombres absolus		
	Hommes	Femmes	Total
1888	79 076	90 510	169 586
1920	97 100	129 862	226 962
1941	156 814	208 223	365 037
1960	230 511	323 729	554 240
....	.....	.....	.....
1966	267 689	386 004	653 693
1985	358 697	522 492	881 189
2010	423 786	598 886	1 022 672

Années	En pour mille de la population totale		
	Hommes	Femmes	Ensemble
1888	56	60	58
1920	52	65	58
1941	76	95	86
1960	87	117	102
....	...	...	...
1966	104	139	122
1985	121	166	144
2010	120	165	143

phithéâtre, que les badauds contemplent du haut du Grand-Pont et des galeries voisines (les ressources de ces balcons, les Lausannois semblent les ignorer, si l'on en juge par leur effroi à l'idée de découvrir ainsi d'en haut, dans un vaste coup d'œil d'ensemble, le cortège de la Fête du Bois).

De même, il ne semble pas que tout spectacle puisse être indifféremment présenté à n'importe quelle heure de la journée et de la nuit.

La Fête a révélé qu'elle avait ses heures propres, au climat particulier : ainsi dans la lumière fraîche le charme des rues le samedi matin et la facilité des contacts dans l'atmosphère du marché.

L'expérience fut, de la sorte, comme une matière brute qu'il va être possible d'affiner en fonction des lieux, des moments, des spectacles.

La Fête a été, croyons-nous, véritablement populaire. L'intégration des travailleurs étrangers fut parfaite : n'y aurait-il que cette réussite-là, c'est déjà une récompense; de même le coudoiement révélait le brassage des âges et des professions.

La foule était amusée, intéressée, mais pas toujours ouvertement gaie. La remarque de Raymond Pittet était de ce point de vue juste : il faudra trouver un liant qui donne mieux à tous le sentiment que les barrières sociales sont rompues, qu'il n'y a pas seulement des places, des rues, des spectacles, mais « une » fête (nous avons une « petite idée » sur ce sujet, que nous ferons connaître si elle passe la rampe des premières critiques).

Faut-il poursuivre l'expérience ?

Pour nous, c'est oui, sans hésiter.

— parce qu'à partir de ce premier essai, il est possible de fonder la tradition et de créer les premières coutumes de fête. Un seul exemple : l'idée de René Berger de faire peindre dans l'improvisation une vaste fresque aux enfants était vouée au succès; elle fut, au haut de la Mercerie, une expérience réussie, mais trop discrète; dans la prochaine édition, il faudra mieux la mettre en valeur. Désormais, on sent mieux ce qui est possible; il serait donc absurde d'en rester là.

— il y eut certes quelques fausses notes, quelques violences limitées; mais cela même est positif ou peut l'être. Non que nous souhaitions que se répètent ces quelques mésaventures, mais parce que, pensons-nous, beaucoup de coutumes eurent de semblables origines dont on tira ensuite une représentation symbolique, un jeu, un rituel. Positif aussi, dans la mesure où, sans intervention policière, il fut possible de faire naître une autodiscipline.

Si les bonnes volontés sont toujours disponibles, il serait bon que le comité d'organisation décidât très tôt, dès cet automne, de mettre sur pied la deuxième édition, en 1969. La mise en place pourrait se faire tranquillement, pour une date agendée longtemps à l'avance; et l'ensemble de la population pourrait être plus largement associé aux préparatifs.

Et merci à ceux qui, dans ce pays où règne, au plus haut degré, la peur du ridicule, ont prouvé qu'on pouvait y inventer la joie.

A. G.

Propositions du MPF

Dans « Domaine public », nous n'avons pas l'éloge facile; c'est donc pour nous un plaisir quasi insolite de dire notre admiration, sans réserve, pour le M.P.F. Il apporte une réponse à tant de questions aujourd'hui posées; est-il possible d'intervenir dans le monde moderne sans une formation technocratique ? la base peut-elle efficacement encore discuter de problèmes complexes ? et si vraiment on veut faire participer tout le monde ne faut-il pas que des experts, des intellectuels apportent sur la table des débats une bouillie, conçue pour être digérée et avalée par tous, même sans dents ?

Le goût de la participation

Le M.P.F. n'est composé que d'hommes et de femmes issus des milieux populaires; il refuse par principe que des membres d'un autre milieu social prennent en main ses sections, quelles que soient leurs bonnes intentions et leurs capacités, car il ne veut à aucun prix que l'efficacité étouffe la participation; le M.P.F. est soucieux d'une rigueur étonnante : il est dirigé par quelques permanents, mais ils sont payés par l'organisation au tarif d'un ouvrier qualifié F.O.M.H.; ces permanents ne peuvent être permanents à vie : leur mandat est limité à huit ans; ils ne peuvent utiliser le mouvement comme tremplin politique.

Ces principes, loin d'anémier le M.P.F., lui ont donné un étonnant esprit inventif; il s'efforce avec succès à renouveler le style traditionnel des assemblées ou des congrès, et enfin, il a pris position, c'est l'essentiel, de manière efficace sur des problèmes-clés de notre politique sociale : le logement, la sécurité sociale.

Nous aurons l'occasion de reparler prochainement de son action : notamment de son enquête sur les conditions sociales en Suisse romande, et sous certains aspects, de son projet d'assurance maladie-accident-maternité.

Aujourd'hui nous aimerions simplement dire deux mérites du projet M.P.F.

Solidarité

Il souligne d'abord avec force que, malgré d'heureuses réalisations mutualistes, la solidarité est inefficace face à la maladie.

« Notre système est tel que la solidarité ne joue pas pleinement entre les jeunes et les personnes âgées comme entre les handicapés physiques et les bien-portants. La solidarité n'est que très partielle entre hommes et femmes, ces dernières devant payer des cotisations 10 % plus élevées que les hommes pour une couverture nettement insuffisante des conséquences économiques de la maternité. Elle est inexistante entre ceux qui ont des charges de famille et ceux qui n'en ont pas, comme entre les différentes couches sociales de la population. La classification des assurés selon leur revenu accentue encore cette absence de solidarité. Quant à l'économie, elle ne prend qu'une part infime de la couverture des risques de maladie. »

Décentralisation

Ces faits constatés, le M.P.F. a cherché un système d'assurance qui sauvegarde au maximum le libre exercice de la médecine et le pluralisme des caisses (tout en uniformisant, sur le modèle AVS - AI, la perception des cotisations).

Nous reviendrons sur les détails de cette proposition. Mais nous souhaiterions qu'elle soit largement discutée.

Les Groupements patronaux vaudois, qui poussent fort la publicité pour les assurances-maladie privées, ont cru pouvoir le démolir au moyen de quelques slogans anti-étatiques. En fait, le M.P.F. n'est pas un mouvement centralisateur; il est animé par un idéal d'autogestion, qui est aux antipodes de l'étatisme; et son projet est dans la ligne de ces esprit-là par son souci de maintenir vivantes des caisses mutuelles ou syndicales qui rendent possible la gestion par les assurés eux-mêmes.

Il s'agit d'un projet original; il mérite mieux que le silence ou les sarcasmes. Nous y reviendrons donc.